

BILAN À 2 ANS

2017 • 2019

Missions pour le quinquennat

Incarner la réconciliation des territoires et l'accompagnement de leurs transitions (démographique, numérique, écologique et productive), selon le double prisme :

du parcours de vie des Français : depuis l'égalité d'accès au logement, à l'accès au réseau, à tous les services publics, à l'amélioration du cadre de vie etc

de tous les territoires dans leur diversité : des métropoles, des villes moyennes ou des petites villes, des territoires ruraux et urbains, représentés par leurs élus

Les actions en quelques mots

Le « **cousu-main** » à l'égard des territoires

Le « **pari de la responsabilité** » dans la relation financière entre l'État et les collectivités locales

La « **République contractuelle** »

Proximité et équité dans l'action publique

La rénovation des logements pour tous

La réussite républicaine

Faire République

Les mesures concrètes

COHÉSION DES TERRITOIRES

Création du programme « Action Cœur de ville » permettant de revitaliser 222 centres-villes, en facilitant le retour des habitants, le maintien des commerces et en donnant aux élus locaux des moyens conséquents pour développer leur projet et mieux maîtriser leur destin

Création du programme « Territoires d'industrie », fer de lance de la réindustrialisation des territoires, bénéficiant à 136 d'entre eux

Préparation de l'Agence nationale de cohésion des territoires, en réponse à une demande formulée par les représentants des élus locaux, visant à soutenir les projets portés par les collectivités locales

Signature de « pactes territoriaux » (Bretagne, Pays de la Loire, Creuse, Nièvre, Ardennes) au service d'une stratégie spécifique à chaque territoire, reposant sur des engagements réciproques de tous les acteurs

Regroupement du Haut-Rhin et du Bas-Rhin en une « collectivité européenne d'Alsace », aux compétences renforcées, en réponse au « désir d'Alsace » fortement exprimé par les élus locaux

Concertation sans précédent menée avec les élus locaux à l'occasion du grand débat national

Loi Logement (ELAN) : réorganisation des bailleurs sociaux / simplification et facilitation des normes de construction / amélioration du cadre de vie en dynamisant l'aménagement du territoire

Lutte contre l'habitat indigne : relance de la rénovation urbaine / plan initiatives copropriétés dégradées / requalification de l'habitat dans les centres anciens dégradés / lutte contre les marchands de sommeil / plan de rénovation énergétique des bâtiments

Accord avec Action Logement de 9 Mds d'€ mobilisés en faveur du logement et de la mobilité des salariés

Plan Logement d'abord : production et mobilisation de logements abordables / accélération de l'accès au logement et facilitation de la mobilité / meilleur accompagnement des SDF / meilleure mobilisation des acteurs

Plan de mobilisation nationale pour les habitants des quartiers : entre mai 2018 et avril 2019, l'Agence nationale pour le renouvellement urbain (ANRU) et ses partenaires ont approuvé la moitié des projets de renouvellement urbain, concernant 238 quartiers. Parallèlement, un plan inédit de lutte contre les propriétés dégradées a été lancé en octobre 2018, qui concerne 684 copropriétés, dont 128 en grande difficulté sur 14 sites faisant l'objet d'un suivi et d'une priorité nationale. Dans le cadre du plan d'investissement dans les compétences (PIC), 2 Mds d'€ ont été fléchés pour le financement de parcours de formation qui devront bénéficier à 150 000 jeunes sans qualification et 150 000 chômeurs de longue durée résidant dans les quartiers d'ici 2022. Grâce à la mobilisation des acteurs publics, des entreprises privées, des clubs d'entreprises et des associations, 33 000 offres de stages ont été mises à disposition des élèves de 3^{ème} résidant dans les quartiers prioritaires

Accord avec les 4 opérateurs de téléphonie pour la **généralisation de la 4G sur tout le territoire et le déploiement de la fibre**

136 « Territoires d'industrie »

vers lesquels sont orientés 1,3 milliard d'€

222 villes retenues dans le cadre du programme « Action cœur de ville »

pour lesquelles sont mobilisés plus de 5 milliards d'€

3,3 Mds d'€ pour financer le déploiement d'Internet à très haut débit

dans les territoires ruraux

+ de 3 milliards d'€ pour accélérer la couverture en téléphone mobile 4G

partout sur le territoire

2 000 000 de contributions en ligne

lors du grand débat national

16 000 communes ayant ouvert des cahiers citoyens

lors du grand débat national

Création de 14 000 places d'hébergement d'urgence

sur 2 ans

70 000 personnes à la rue ou hébergées sont sorties vers le logement social ou le logement adapté en 2018

soit +20% en un an grâce au dispositif "Logement d'abord"

Ville :

+ de 50% de la feuille de route

est en cours de déploiement ou déjà atteinte

Politique de la ville :

238 projets validés Agence nationale de la rénovation urbaine,

représentant la mobilisation de 5,7 Mds d'€, 80 territoires éligibles aux cités éducatives, 8 500 associations soutenues chaque année par l'Etat au titre de la politique de la ville, budget en hausse de 20% de la politique de la ville en 2019 avec la feuille de route gouvernementale du 18 juillet 2018

COLLECTIVITÉS LOCALES

Stabilité de la dotation globale de fonctionnement de l'État allouée aux collectivités territoriales et renforcement des dotations de péréquation pour lutter contre les fractures territoriales

Consolidation et pérennisation des dotations d'investissement au bloc communal

Instauration d'une relation de responsabilité avec les collectivités locales des contrats dits de Cahors pour maîtriser l'augmentation de la dépense publique locale via une contractualisation adaptée aux spécificités des territoires

Stabilité de la dotation globale de fonctionnement à hauteur de **27 milliards d'€**

Consolidation des dotations d'investissement à hauteur de **2 milliards d'€**

À retenir sur les 12 derniers mois

Stabilité de la dotation globale de fonctionnement de l'État

Programme « **Action Cœur de ville** » permettant de revitaliser 222 centres-villes

Création du programme « **Territoires d'industrie** » pour la réindustrialisation de 136 territoires

Loi Logement, lutte contre l'habitat indigne, Plan Logement pour faciliter l'accès au logement

Plan de mobilisation nationale pour les habitants des quartiers

3,3 Mds d'euros pour financer le **déploiement d'Internet à très haut débit dans les territoires ruraux**

L'impact du grand-débat sur notre action

Accélération de la mise en œuvre des différents programmes de cohésion de territoires / des pactes territoriaux

Concrétisation de partenariats avec Action Logement d'une part (Programme d'Investissement Volontaire), avec le monde HLM d'autre part (Pacte constructif) pour relancer les investissements en faveur de la rénovation énergétique des bâtiments, de la production de nouveaux logements sociaux, de l'adaptation des logements au vieillissement

Poursuite de la co-construction avec les acteurs de la politique de la ville enclenchée dès le printemps 2018 pour aboutir à la feuille de route gouvernementale du 18 juillet 2018 et à sa mise en œuvre

Les priorités pour 2019

COHÉSION DES TERRITOIRES

Ouverture de 500 nouvelles « maisons France service » d'ici 2022, avec une montée en gamme de la qualité du service offert

Création d'un programme « Action cœur de bourg », pour les communes exerçant des fonctions de « centralité » entre 2 000 et 20 000 habitants

Définition d'un agenda rural fixant les priorités du Gouvernement en faveur du développement des territoires ruraux

Assurer la relance de l'investissement dans le champ du logement

Rendre les outils des politiques du logement les plus accessibles pour nos concitoyens

Poursuivre la territorialisation des politiques du logement pour mieux les adapter aux territoires

Faire équipe avec les associations et les collectivités pour la réussite républicaine dans les quartiers : dans le prolongement des cités éducatives, lancer une dynamique d'équipe pour la réussite républicaine

COLLECTIVITÉS LOCALES

Réforme de la fiscalité locale et suppression de la taxe d'habitation : 17 milliards d'€ restitués aux ménages à cet horizon

Amélioration du fonctionnement du bloc local (communes/intercommunalités) pour garantir la proximité, la lisibilité et l'efficacité de l'action publique au plus près des citoyens

Accompagnement renforcé des élus locaux avant, pendant et après leur mandat, pour favoriser l'engagement local

Inscription de la différenciation dans la révision de la Constitution, qui permettra qu'au sein d'une même catégorie de collectivités, certaines puissent exercer des compétences différentes ou qu'une même compétence puisse être exercée différemment par deux collectivités similaires

Concertation avec les élus sur un nouvel acte de décentralisation (autour du triptyque : responsabilités, compétences, financement)